

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

20 JANVIER 1972. — Arrêté royal réglant l'intervention de l'Etat dans les frais supplémentaires supportés par certains militaires affectés à une unité stationnée en Belgique, pour l'instruction d'enfants qui sont à leur charge (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 68 de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 26 janvier 1953 fixant le régime d'indemnisation pour frais de séjour applicable aux militaires accomplissant, en temps de paix, des déplacements de service à l'intérieur du Royaume, modifié par les arrêtés royaux des 17 juin 1955 et 24 juin 1965;

Vu l'avis de la Commission consultative du personnel militaire des forces terrestres, aérienne et navale;

Vu l'avis de la Commission consultative du personnel de la gendarmerie;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 4 août 1971;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 17 août 1971;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — Du champ d'application

Article 1er. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « enfant à charge », l'enfant pour lequel le militaire perçoit des allocations familiales;

2° « lieu habituel de travail », la localité siège de l'unité ou de l'organisme où le militaire exerce habituellement et effectivement son emploi.

Pour le militaire qui exerce une fonction itinérante, la localité à prendre en considération est la localité siège de l'unité ou de l'organisme auquel il appartient organiquement. Il en va de même pour le militaire qui effectue du service « à temps partiel » à l'extérieur du Royaume.

Art. 2. Les dispositions du présent arrêté sont applicables au personnel militaire appointé, à l'exception :

1° des militaires en service aux forces belges en Allemagne;

2° des militaires en service permanent à l'étranger;

3° des militaires attachés aux postes diplomatiques;

4° des officiers de réserve effectuant l'un des rappels ou prestations dont il est question à l'article 62 de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve;

5° des membres du personnel de la réserve de gendarmerie;

6° des militaires utilisés à leur demande dans les ministères ou dans les organismes d'intérêt public en application de l'arrêté royal n° 26 du 29 juin 1967 relatif à la mobilité des membres des forces armées.

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 1 mars 1958, *Moniteur belge* du 15 mars 1958, Arrêté royal du 26 janvier 1953, *Moniteur belge* du 29 janvier 1953,

Arrêté royal du 17 juin 1955, *Moniteur belge* du 19 juin 1955,

Arrêté royal du 24 juin 1965, *Moniteur belge* du 14 juillet 1965,

Arrêté royal du 28 juin 1967, *Moniteur belge* du 30 juin 1967.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

20 JANUARI 1972. — Koninklijk besluit tot regeling van de staatsbijdrage in de bijkomende kosten welke sommige aan een in België gestationeerde eenheid verbonden militairen te dragen hebben voor het onderwijs van te hunnen laste zijnde kinderen (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 68 van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 januari 1953 tot vaststelling van het stelsel der vergoedingen voor verblijfkosten toepasselijk op de militairen die in vreedstijd binnen het Rijk dienstreizen maken, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1955 en 24 juni 1965;

Gelet op het advies van de Commissie van advies voor het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht;

Gelet op het advies van de Commissie van advies voor het personeel van de rijkswacht;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 4 augustus 1971;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van het Openbaar Ambt, gegeven op 17 augustus 1971;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging;

Hebben Wij besloten en besluiten wij :

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied

Artikel 1. In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° « kind ten laste », het kind waarvoor de militair kinderbijslag ontvangt;

2° « gewone plaats van het werk », de standplaats, zetel van de eenheid of van het organisme waar de militair zijn betrekking gewoonlijk en werkelijk uitoefent.

Voor de militair die een reizende ambtsbetrekking uitoefent is de standplaats die in aanmerking komt, de standplaats, zetel van de eenheid of van het organisme waartoe hij organiek behoort. Hetzelfde geldt voor de militair die gedeeltelijke dienst buiten het Rijk presteert.

Art. 2. De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op het weddetrekkend militair personeel, met uitzondering van :

1° de militairen in dienst bij de Belgische Strijdkrachten in Duitsland;

2° de militairen in vaste dienst in het buitenland;

3° de militairen die aan diplomatieke posten verbonden zijn;

4° de reserveofficieren die één van de wederoproeping en prestaties volbrengen als bepaald in artikel 62 van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren;

5° de leden van het personeel van de rijkswachtersreserve;

6° de militairen die op hun aanvraag bij de ministeries of bij de inrichtingen van openbaar nut bewerkgesteld zijn, bij toepassing van het koninklijk besluit nr 26 van 29 juni 1967 betreffende de mobiliteit der leden van de Krijgsmacht.

(1) Verwijzigingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 1 maart 1958, *Belgisch Staatsblad* van 15 maart 1958, Koninklijk besluit van 26 januari 1953, *Belgisch Staatsblad* van 29 januari 1953,

Koninklijk besluit van 17 juni 1955, *Belgisch Staatsblad* van 19 juni 1955,

Koninklijk besluit van 24 juni 1965, *Belgisch Staatsblad* van 14 juli 1965,

Koninklijk besluit van 29 juni 1967, *Belgisch Staatsblad* van 30 juni 1967.

CHAPITRE II. — Des conditions d'octroi

Art. 3. § 1er. Pour pouvoir bénéficier de l'une des indemnités prévues au présent arrêté, il faut que le militaire :

1° ait à sa charge au moins un enfant auquel un enseignement primaire, secondaire ou spécial est dispensé;

2° ait son lieu habituel de travail situé dans une zone éloignée des endroits où l'enfant peut recevoir cet enseignement dans sa langue maternelle ou usuelle.

§ 2. Notre Ministre de la Défense nationale définit les zones qui, pour l'application du présents arrêté, sont considérées comme étant éloignées des endroits où l'enfant peut recevoir l'enseignement respectivement en français, en néerlandais ou en allemand.

CHAPITRE III. — Des indemnités

Art. 4. Les indemnités accordées sont déterminées en fonction du lieu où réside effectivement le militaire.

Art. 5. Le militaire, qui réside dans une zone éloignée des endroits où l'enfant peut recevoir l'enseignement dans sa langue maternelle ou usuelle, a droit, pour chaque enfant auquel il est fait mention à l'article 3, soit à une indemnité forfaitaire pour frais d'internat, soit, dans la limite d'un montant maximum fixé par Notre Ministre de la Défense nationale, moyennant l'avis favorable de l'inspecteur des finances, au remboursement des frais de transport scolaire,

Art. 6. Le militaire, qui ne réside pas dans une zone éloignée des endroits où l'enfant peut recevoir l'enseignement dans sa langue maternelle ou usuelle et qui peut rejoindre journalièrement sa résidence, a droit à une indemnité pour frais de transport entre celle-ci et le lieu habituel de travail.

Celui qui se trouve dans des conditions qui ne lui permettent pas de rejoindre journalièrement sa résidence a droit à une indemnité journalière pour frais de logement et à une indemnité pour frais de transport, à raison d'un voyage aller et retour par semaine.

L'indemnité pour frais de logement n'est pas allouée au militaire qui peut bénéficier d'un logement aux frais de l'Etat.

Art. 7. § 1er. Notre Ministre de la Défense nationale fixe, moyennant l'avis favorable de l'inspecteur des finances, pour chaque année scolaire et pour chacun des enseignements primaire, secondaire et spécial, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais d'internat.

Ce montant ne peut cependant excéder le minerval à payer, pour le même enseignement, dans les internats de l'Etat.

§ 2. Les taux de l'indemnité journalière pour frais de logement sont ceux qui sont appliqués aux militaires de carrière appointés en cas de déplacements occasionnels pour raison de service à l'intérieur du Royaume.

L'indemnité pour frais de transport du militaire est égale au prix du titre de transport le moins coûteux auquel il peut prétendre suivant la catégorie à laquelle il appartient, diminué, le cas échéant, du montant remboursable au titre d'intervention de l'employeur dans le prix de l'abonnement social délivré par la Société nationale des Chemins de fer belges.

§ 3. L'indemnité pour frais de logement ou l'indemnité pour frais de transport du militaire peut être accordée durant les vacances scolaires, à condition qu'à l'issue de celles-ci l'enfant poursuive des études de l'enseignement primaire, secondaire ou spécial. Elle ne peut pas être accordée durant les journées d'absence non réglementairement justifiées du militaire.

CHAPITRE IV. — Dispositions dérogatoires et finales

Art. 8. Notre Ministre de la Défense nationale peut, par décision motivée et moyennant l'avis favorable de l'inspecteur des finances, déroger aux dispositions du chapitre III, en faveur des militaires qui, répondant aux conditions générales d'octroi du chapitre II, se trouvent dans une situation spéciale et supportent de ce fait des frais de scolarité non prévus au présent arrêté.

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets le 1er septembre 1970.

HOOFDSTUK II. — Toekenningsvoorwaarden

Art. 3. § 1. Om één der vergoedingen, als bepaald bij dit besluit, te kunnen genieten, is vereist dat :

1° de militair ten minste één kind ten laste heeft aan wie lager, secundair of buitengewoon onderwijs wordt verstrekt;

2° de gewone plaats van het werk van de militair gelegen is in een zone die verafgelegen is van de plaatsen waar het kind bedoeld onderwijs is zijn moedertaal of in zijn gebruikelijke taal kan genieten.

§ 2. Onze Minister van Landsverdediging bepaalt de zones die voor de toepassing van dit besluit geacht worden verafgelegen te zijn van de plaatsen waar het kind onderwijs onderscheidenlijk in het Frans, het Nederlands of het Duits kan genieten.

HOOFDSTUK III. — Vergoedingen

Art. 4. De toe te kennen vergoedingen worden vastgesteld, rekening gehouden met de werkelijke verblijfplaats van de militair.

Art. 5. De militair, die zijn verblijfplaats heeft in een zone die verafgelegen is van de plaatsen waar het kind onderwijs kan genieten in zijn moedertaal of zijn gebruikelijke taal, heeft voor ieder kind, als vermeld in artikel 3, recht, ofwel op een forfaitaire vergoeding voor internaatkosten, ofwel op de terugbetaling van de kosten voor schoolvervoer, beperkt tot een maximum bedrag dat door Onze Minister van Landsverdediging, op gunstig advies van de Inspecteur van Financiën wordt bepaald.

Art. 6. De militair die zijn verblijfplaats niet heeft in een zone die verafgelegen is van de plaatsen waar het kind onderwijs kan genieten in zijn moedertaal of zijn gebruikelijke taal en die dagelijks naar zijn verblijfplaats kan terugkeren, heeft recht op een vergoeding voor vervoerkosten van die verblijfplaats tot de gewone plaats van het werk.

Hij die in zulke omstandigheden verkeert dat het hem onmogelijk is dagelijks naar zijn verblijfplaats terug te keren, heeft recht op een dagelijkse vergoeding voor huisvestingskosten en op een vergoeding voor vervoerkosten naar rata één heen- en terugreis per week.

De vergoeding voor huisvestingskosten wordt niet toegekend aan de militair die op rijkskosten kan worden gehuisvest.

Art. 7. § 1. Voor elk schooljaar en voor elke vorm van onderwijs, lager, secundair en buitengewoon, bepaalt Onze Minister van Landsverdediging, op gunstig advies van de Inspecteur van Financiën het bedrag der forfaitaire vergoeding voor internaatkosten.

Dit bedrag mag evenwel het in de rijksinternaten voor het zelfde onderwijs te betalen minerval niet overschrijden.

§ 2. De bedragen van de dagelijkse vergoeding voor huisvestingskosten zijn deze toepasselijk op de weddetrokkende beroepsmilitairen voor toevallige dienstreizen binnen het Rijk.

De vergoeding voor vervoerkosten van de militair is gelijk aan de prijs van het goedkoopse vervoerbewijs waarop hij volgens de categorie waartoe hij behoort aanspraak kan maken, eventueel verminderd met het bedrag van de bijdrage van de werkgever in de prijs van het sociaal abonnement, afgeleverd door de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen.

§ 3. De vergoeding voor huisvestingskosten of de vergoeding voor vervoerkosten van de militair kan gedurende de schoolvakanties worden toegekend, mits het kind bij het einde van deze vakanties zijn studies in het lager, het secundair of het buitengewoon onderwijs voortzet. Zij wordt niet toegekend voor de dagen van niet reglementair verantwoorde afwezigheid van de militair.

HOOFDSTUK IV. — Afwijkings- en slotbepalingen

Art. 8. Onze Minister van Landsverdediging kan, bij gemotiveerde beslissing en op gunstig advies van de Inspecteur van Financiën, afwijkingen van de bepalingen van hoofdstuk III toestaan, ten gunste van de militairen die, terwijl zij aan de algemene toekenningsvoorwaarden van hoofdstuk II voldoen, in een bijzondere toestand verkeren en daardoor schoolkosten te dragen hebben die niet in dit besluit zijn opgenomen.

Art. 9. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 1970.

Art. 10. Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 janvier 1972.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense nationale,

Art. 10. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 januari 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,

P.W. SEGERS

Le Ministre du Budget, | De Minister van Begroting,

M. DENIS

Armée. — Force terrestre
Commission au grade de sous-lieutenant milicien

Par arrêté royal n° 14145 du 15 juin 1971, les adjudants miliciens dont les noms sont repris ci-après, sont commissionnés au grade de sous-lieutenant milicien.

Dans le corps de l'infanterie

A la date du 22 juin 1971 :

A la date du 1er juillet 1971 :

Hanse, Ph.G.O.S.	Gerard, P.L.V.
Brouwers, A.L.B.	Stocq, J.Y.M.G.
Van Hentenrijk, P.L.A.I.	Lejour, J.C.F.G.M.
Vangeyte, M.R.A.	Carion, J.J.G.
Bastiaens, A.J.M.J.	Tilquin, J.P.Gh.J.
De Lahaye, M.J.	Gelders, A.
De Lannoy, E.A.M.E.	Gerard, Ph.A.P.Gh.
Lekeu, J.M.E.Ph.A.Gh.	Dossin, Ch.M.C.F.

Dans le corps des troupes du service de santé

A la date du 1er mars 1971 :

Dans le corps des médecins

A la date du 1er juin 1971 :

Lacocque, J.A.A.M.	De Buisseret, J.P.L.J.
Vervoort, M.H.M.J.	Beirens, G.H.
Peerenboom, D.E.M.H.R.	Saint-Georges, J.C.E.G.J.
Van Mechelen, G.C.M.R.	Joosen, E.N.F.
Dogot, J.J.D.M.Gh.	Toussaint, M.O.Gh.
Van Hemelryck, G.J.L.	Van Eeghem, A.J.M.K.A.

Dans le corps des dentistes

A la date du 1er juin 1971 :

Vanlautem, E.G.G.	André, Ch.S.J.
Deweirdt, J.G.M.	De Maeyer, Y.A.A.A.

Dans le corps des pharmaciens

A la date du 1er juin 1971 :

Noël, L.M.E.J.	Trouvé, R.O.H.
Rebry, R.G.J.	

Armée. — Force terrestre
Démission du cadre de réserve

Par arrêté royal n° 14305, du 24 septembre 1971, la démission du grade offerte par les officiers de réserve, dont les noms sont repris ci-après, est acceptée.

Dans le corps de l'infanterie

Le capitaine-commandant de réserve Scheerlinck, P.M.G.L.
Le lieutenant de réserve Van Hee, Z.G.M.

Leger. — Landmacht

Aanstelling tot de graad van dienstplichtige onderluitenant

Bij koninklijk besluit nr. 14145 van 15 juni 1971, worden de hiernagenoemde dienstplichtige adjudanten in de graad van dienstplichtige onderluitenant aangesteld.

Bij het korps van de infanterie

Op datum van 22 juni 1971 :

Schoonheydt, P.P.M.F.

Op datum van 1 juli 1971 :

Baguette, C.J.	Hambersin, J.C.Gh.
Pohl, F.H.A.	Van Winkel, H.A.M.
Becks, J.L.A.J.	Horgnies, J.P.Y.M.
Lejeune, A.H.J.J.	De schouwer, J.J.
Cauchie, M.A.R.Gh.	Marion, E.R.J.O.
Watelet, D.J.A.G.G.	Bauwens, A.J.G.R.J.Gh.
Roelants, F.Ch.	Lienard, A.J.
Bruck, R.R.C.Gh.	

Bij het korps van de troepen van de gezondheidsdienst

Op datum van 1 maart 1971 :

Landuyt, W.A.X.

Bij het korps van de geneesheren

Op datum van 1 juni 1971 :

De Geyseler, W.P.	Heyrman, D.P.C.
Courtois, J.Y.M.	Rappel, M.
Martin, J.P.P.A.	Dufrasne, J.P.M.Gh.
Garroy, M.E.G.M.	Coolen, K.R.
Simon, Ch.J.E.	Van Damme, J.R.M.

Bij het korps van de tandartsen

Op datum van 1 juni 1971 :

Penxten, G.A.A.	Valkenberg, R.M.
Dubuisson, M.Ph.O.Gh.	De Wispelaere, L.E.I.

Bij het korps van de apothekers

Op datum van 1 juni 1971 :

Smolders, P.E.H.J.	Wijnants, F.J.L.P.
--------------------	--------------------

Leger. — Landmacht
Ontslag uit het reservekader

Bij koninklijk besluit nr. 14305, van 24 september 1971, wordt het ontslag uit de graad aangeboden door de hierna genoemde reserveofficieren aanvaard.

Bij het korps van de infanterie

Reservekapitein-commandant Scheerlinck, P.M.G.L.
Reserveluitenant Van Hee, Z.G.M.